Mirco Dondi

Piazza Fontana: une longue déclinaison de significations

Come citare questo articolo:
Mirco Dondi, *Piazza Fontana: une longue déclinaison de significations*, «Bibliomanie. Letterature, storiografie, semiotiche», 48, no. 9, dicembre 2019

Le contexte

Le 12 décembre 1969, sur la Piazza Fontana à Milan, une bombe explose à l'intérieur de la *Banca Nazionale dell'Agricoltura*. Le bilan est dramatique: 17 victimes et 88 blessés.
Les années 1970 ont projeté l'Italie parmi les grandes puissances économiques mondiales et contribué à transformer profondément le pays d'un point de vue social. Les exigences quant aux conditions du travail et aux droits ont augmenté. La politisation a augmenté également, grâce à une forte poussée venant du bas et que les partis et les syndicats ne contrôlent pas totalement: la composition de la base sociale a changé et comporte désormais les étudiants, les femmes, les jeunes. L'engagement politique s'exprime de moins en moins au sein des partis mais provient directement de la société: sur le lieu de travail, à l'école, à l'université, pendant le temps libre, sous l'influence des groupes musicaux. La société italienne est également une société en profonde transformation sur le plan de la morale et des mœurs: on valorise le principe de choix de l'individu et toujours moins son obéissance, le respect des traditions et des contraintes familiales est en chute libre.
Comme le chantait Francesco Guccini en 1967 dans la chanson «*Dio è morto*»:

«*Questa mia generazione ormai non crede*
In ciò che spesso han mascherato con la fede
Nei miti eterni della patria o dell'eroe
Perché è venuto ormai il momento di negare
Tutto ciò che è falsità, le fedi fatte di abitudine e paura»[1]

(«Ma génération ne croit plus désormais
En ce qu'ils ont souvent masqué par la foi
Dans les mythes éternels de la patrie ou du héros
Car le temps est venu désormais de nier

Tout ce qui est faux, les croyances faites d'habitude et de peur»)

Face à cette transformation anthropologique, une partie de la classe dirigeante, du monde militaire, de l'entreprise et du journalisme ne se limite pas à refuser le changement social mais s'applique même à le combattre par tous les moyens avec la complicité d'un socle idéologique autoritaire; après tout, le régime fasciste ne remonte qu'à une seule génération.

Un acte de guerre

Quelles sont les raisons d'un tel massacre ? Telle fut l'interrogation de tous, entre rage et consternation.

La première réponse que donnent les témoins, filmée par le journal télévisé de la Rai, considère que l'attentat est un acte de guerre. «*Dal tempo dei bombardamenti mai vissuta a Milano una tragedia così*» («Milan n'a jamais vécu pareille tragédie depuis le temps des bombardements»), titre «Il Giorno», un quotidien milanais à tirage national et qui fait alors preuve d'une autonomie de jugement[2]. La scène qui apparaît aux yeux des survivants à l'intérieur de la banque est épouvantable: des corps déchiquetés et éparpillés partout, les plaintes déchirantes des agonisants et du sang, beaucoup de sang, à l'extérieur de l'édifice, sur les murs internes. À certains endroits, au rez-de-chaussée, le sang arrive au-dessus des chaussures, au niveau de l'ourlet du pantalon[3].

Y avait-il besoin d'une guerre?

La vie de l'Italie républicaine a été rythmée par la présence constante au gouvernement du parti de la majorité relative, la Démocratie Chrétienne, une formation anti-communiste centriste. L'accès au pouvoir exécutif du Parti Socialiste, en 1964, coïncide avec l'ouverture d'une saison de réformes, bien que partielles et contrôlées par le haut.

L'année 1969 est riche en agitations sociales et syndicales: on compte 37.825.000 journées de travail perdues, le plus haut chiffre du XXème siècle[4]. Les syndicats des partis démocrates Cgil – Cisl – Uil se présentent unis aux négociations; ils ne demandent pas seulement des augmentations de salaire mais se battent également pour des meilleures conditions de vie: l'assistance sanitaire, les transports publics, l'habitat populaire à faible loyer. Cette poussée sociale venant du bas (jamais vue auparavant et qui n'est pas totalement contrôlée par les partis de la gauche parlementaire) incite le parlement à entreprendre un parcours de réformes innovantes: Statut des travailleurs, divorce, entrée en fonction des gouvernements régionaux. Cette saison politique, avant même d'entrer dans le vif du sujet, est d'emblée définie comme «*Autunno caldo*» par les forces conservatrices; une expression qui traduit bien leur inquiétude quant au niveau élevé des revendications (on dit qu'elles font sombrer le pays dans la récession). La préoccupation économique n'est pourtant pas la principale : dans les lectures les plus conservatrices – qui apparaissent

souvent dans les colonnes du «*Corriere della Sera*» – on remarque une progressive mise au défi des institutions et de la démocratie qui commence avec le mouvement de l'année 1968. Un crescendo se met alors en place et suit le mécanisme suivant: agitations étudiantes, revendications syndicales, désordre. Le passage ultérieur au désordre est associé aux attentats à la bombe: au cours de l'année 1969, du 3 janvier au 12 décembre, on en dénombre 145, presque un tous les deux jours, une fréquence jamais atteinte auparavant[5]. Un peu moins de deux tiers des attentats (96) sont facilement imputables à l'extrême droite si l'on considère les cibles visées (synagogues, symboles de la Résistance, partis de gauche). Lorsque la paternité des attentats est incertaine, la presse et les autorités pointent souvent du doigt les anarchistes ou l'extrême gauche. On assiste à une mise en exergue sélective des attentats (on met fortement l'accent sur ceux dont on présume qu'ils viennent de l'extrême gauche) afin d'orienter l'opinion publique sur une ligne de retour à l'ordre. Une occasion de forte instrumentalisation se présente à l'occasion des attentats du 25 avril 1969 à Milan: la Foire et la gare sont touchées par de faibles charges d'explosifs qui ne causent aucune victime. On suit alors la piste anarchiste avec vigueur; celle-ci n'est jamais mise en doute par le «Corriere della Sera» qui se présente comme le baromètre de l'opinion publique modérée et conservatrice. Pourtant, les attentats ont été commis par les extrémistes de droite d'Ordine Nuovo, un groupe proche du parti néo-fasciste du Movimento sociale italiano (Mis) qui représente la quatrième force politique au sein du parlement. Dans une dynamique d'élévation du niveau de la peur, huit bombes explosent sur autant de trains aux premières heures du 9 août, alors que deux autres dispositifs, placés sur d'ultérieurs convois, restent intacts dans les gares de Milan et Venise. On entend les détonations dans plusieurs localités du nord, du centre et du sud de la péninsule. Cette séquence d'attentats est menée par *Ordine nuovo*; au total, du 15 avril au 12 décembre 1969, les juges identifient 22 attentats réalisés par *Ordine nuovo*. La sentence de la Cour d'assises de Catanzaro de 1979, confirmée ensuite en 2001, les insère au sein d'une «*direttrice criminosa unitaria*» (directive criminelle unitaire)[6].

Se preparer à la guerre

De véritables scénarios de guerre civile, avec de violentes provocations à l'encontre de les l'ennemi interne (les communistes) afin de favoriser sa mise hors-la-loi, sont planifiés à l'occasion du congrès de l'Istituto Pollio, une organisation derrière laquelle se cache l'État major des Forces armées. À ce congrès, dirigé par le responsable de l'*Ufficio guerra psicologica* (Bureau de la guerre psychologique) – le colonel Adriano Magi Braschi -, participent certains individus d'extrême droite qui seront par la suite impliqués dans les enquêtes sur l'attentat de la Piazza Fontana : parmi eux, Guido Giannettini (condamné à perpétuité en 1979 puis définitivement acquitté) et Pino Rauti, chef d'Ordine Nuovo et membre éminent du Msi (suspecté). Parmi les participants et l'assistance se trouvent

également plusieurs directeurs de journaux et journalistes qui, après le 12 décembre, instrumentaliseront l'attentat pour favoriser la proclamation de l'état d'urgence ou, du moins, un tournant autoritaire du cadre politique[7].
La mise en œuvre d'une ligne progressivement plus violente, qui débouchera par la suite sur les attentats, se prépare au sein d'Ordine Nuovo à Padoue, en avril 1969, à l'occasion d'une réunion à la librairie Ezzelino où sont planifiés des attentats dans des trains, des lieux publics, des banques, des bureaux postaux[8].
C'est l'étape finale de la réalisation de la guerre qui produit la tragédie de Piazza Fontana.

Un attentat rouge
Quatre jours après l'attentat seulement, le très populaire journal télévisé du soir donne en direct une nouvelle spectaculaire et inhabituelle : on a trouvé non pas un suspect, mais bien le coupable de l'attentat. Pendant le direct depuis la préfecture de Rome, le journaliste Bruno Vespa déclare que la personne en état d'arrestation est le responsable des attentats de Milan (on avait également trouvé une bombe intacte à la *Banca Commerciale*) et de Rome (une bombe à la *Banca nazionale del Lavoro* et deux autres à l'Autel de la Patrie causent quelques dizaines de blessés légers) – comme si le coupable désigné, l'anarchiste Pietro Valpreda, avait eu le don d'ubiquité.
Bruno Vespa est un journaliste fidèle aux ordres de son éditeur – la Rai sous contrôle du gouvernement -, un jeune homme ambitieux, le fils parfait dont ce climat a accouché. La piste rouge liée à l'attentat de Piazza Fontana est montée de toutes pièces et fait partie d'un scénario. Le Préfet de police de Rome, Giuseppe Parlato, se trahit presque lorsqu'il révèle dans son interview avec Bruno Vespa qu'il a tout de suite eu des indices sur la culpabilité de Pietro Valpreda. En réalité, l'adverbe «subito» (tout de suite) échappe au Préfet qui ne le prononce pas en entier; il ne dira que «sub…» et se corrigera en précisant «après quelques heures»: un ajustement qui n'enlève rien à l'évidence de la piste prédéterminée[9]. Le gouvernement et les enquêteurs assurent que des investigations sont menées «sur tous les fronts», mais tout est déjà décidé. Le ministre de l'intérieur en personne, Franco Restivo, recommande de suivre la piste rouge[10]: une consigne d'en haut faisant autorité et qui, par fidélité hiérarchique ou par intime conviction, sera suivie par les chefs de la police et les magistrats responsables de l'enquête.
Le témoignage du chauffeur de taxi Cornelio Rolandi fournit un précieux apport à la thèse de la piste rouge : non sans incertitudes, il reconnaît en la personne de Pietro Valpreda le passager qu'il avait conduit dans son véhicule à Piazza Fontana «quelques minutes avant l'attentat». La sentence de 1985 de la Cour d'Assises d'Appel de Bari évalue le témoignage du chauffeur de taxi comme «à la limite de la crédibilité»: d'ailleurs, parmi les autres personnes présentes à la banque ou sur la place, aucune autre ne reconnaîtra Pietro Valpreda[11].

Les précédents de certains attentats à valeur démonstrative pèsent sur les anarchistes, en plus des responsabilités qu'on leur impute pour les attentats d'avril à Milan, commis en vérité par *Ordine nuovo*. Le climat général qui se alors met en place, alimenté par la télévision et une grande partie de la presse, converge vers la culpabilité des anarchistes. Pietro Valpreda subit un lynchage médiatique: «le monstr », «la bête humaine», un bon à rien, un vagabond, un corrupteur de la jeunesse, un bagarreur[12]. Dans un tel contexte, Ferdinando Imposimato, un jeune magistrat qui travaille au tribunal de Milan mais n'est pas associé à l'enquête, croit au début lui aussi dans la justesse de la piste anarchiste[13]. Comme si la réalité suivait la trame d'une roman policier, un deuxième épisode vient s'ajouter pour soutenir la piste anarchiste: la mort de Giuseppe Pinelli, dont la seule faute était d'être une figure de référence crédible de l'anarchisme milanais. Illégalement gardé à vue, sans autorisation du magistrat, dans les locaux du commissariat de Milan à partir la fin de l'après-midi du 12 décembre, il en sort quelques minutes avant le 16 décembre en chutant du quatrième étage. Suicide? Homicide? Malaise? L'affaire n'a jamais été définitivement éclaircie: les enquêtes s'arrêteront à la phase d'instruction et il n'y aura jamais de procès sur la mort de Pinelli. La fin tragique de Pinelli dérange les plans des enquêteurs : comment justifier la mort d'un citoyen innocent dans les locaux d'un commissariat? On présente alors la version du suicide comme un aveu de culpabilité: «il était fortement suspecté», déclare le Préfet de police de Milan lors d'une fâcheuse conférence de presse. Le scénario joué par le Préfet est «écrit» par les sommets de l'Ufficio Affari Riservati (les services secrets civils italiens) qui sont présents à Milan: Silvano Russomanno, le directeur Elvio Catenacci ainsi qu'une équipe «technique et informative» comptant plus de dix personnes[14].

Le projet de réaliser une série d'attentats non sanglants visant toutefois à miner la tranquillité des citoyens provient des sommets de l'État. C'est le Démo-chrétien Paolo Emilio Taviani, longtemps ministre de l'Intérieur et l'un des intermédiaires italiens de l'Otan, qui l'admet, bien que de façon indirecte et plus de trente ans après les faits. Taviani s'exprime à l'occasion d'une audition secrète de la Commission parlementaire «*Terrorismo e stragi*» (Terrorisme et attentats) et définit comme «*personaggi seri*» (des personnes sérieuses) les planificateurs de l'attentat; une affirmation qui révèle les informations en sa possession. Taviani précise ultérieurement ses propos: «*Non è possibile infatti pensare che un colonnello dell'Arma dei carabinieri, persona seria e intelligente, pensi di ammazzare sedici italiani*» («Il est impossible de croire qu'une personne sérieuse et intelligente comme le colonel des Carabiniers planifie le meurtre de seize italiens»). Cette déclaration admet, en réalité, l'existence d'un plan de déstabilisation modérée dont l'origine est institutionnelle. Les attentats du 12 décembre ainsi que ceux du 25 avril devaient tous êtres attribués aux rouges (Taviani ne le dit pas explicitement mais cela fait partie du scénario). Même si *Ordine nuovo* devait toujours être à la manœuvre, le mandat qui leur avait été confié n'a pas

été respecté, comme le constate le président de la Commission parlementaire Giovanni Pellegrino[15]: les membres d'*Ordine nuovo* ont l'intention de commettre un attentat et préparent un puissant explosif qu'ils placent dans le salon de la *Banca Nazionale dell'Agricoltura*. Au sein des appareils de sécurité de l'État, certains sont au courant que l'attentat aura des conséquences mortelles. Un homme lié aux services, Matteo Fusco, part justement en direction de Rome le 12 décembre pour « donner l'ordre inverse » quant à l'attentat. Sa tentative est inutile: quand la bombe explose, Matteo Fusco est encore à l'aéroport de Rome[16].
Si ceux qui se trouvent à l'intérieur de l'État ne veulent pas tous d'un attentat, tout est fait pour que les anarchistes soient tout de même retenus coupables. Le mouvement anarchiste, en particulier l'organisation romaine «22 mars» où milite Pietro Valpreda, se laisse facilement manipuler et infiltrer. Comme il est établi que la bombe est anarchiste, on peut dès lors faire tomber la faute sur la gauche toute entière, y compris sur la gauche parlementaire. Guido Giannettini et une grande partie de l'opinion publique de droite diront que derrière les anarchistes se cachent en vérité les communistes : ce sont eux qui mènent l'intrigue[17]. Le «*Corriere della Sera*» ne soutient pas cette thèse, mais le seul fait de reconnaître la matrice anarchiste est un élément bouleversant pour l'opinion publique.

La piste rouge a toutefois besoin d'être ultérieurement alimentée pour que sa crédibilité soit totale. Après l'identification de l'exécutant Pietro Valpreda, il est nécessaire de remonter au commanditaire: qui a financé l'attentat? L'idée, que les services évaluent favorablement, vise à impliquer le célèbre éditeur Gian Giacomo Feltrinelli entré en clandestinité juste après l'attentat. Les membre d'*Ordine nuovo* (avec la bénédiction du Sid) projettent de faire parvenir à sa villa l'un des minuteurs utilisés pour l'attentat[18]. Le plan n'aboutit pas et les enquêtes sur la piste rouge stagnent entre 1970 et 1971.
Pour la Démocratie Chrétienne, la présence d'une extrême gauche violente et sanglante (toujours apparentée au Parti Communiste italien) participe d'un dessein de double menace à droite et à gauche qui renforce la position médiane et médiatrice de la Dc contre les opposants extrémistes, coupables de pousser le pays dans le chaos. La piste rouge et l'idée des extrêmes dont il faut se préserver est une ligne politique propagandiste précise que suit également le *Partito socialdemocratico* jusqu'en 1974 au moins, quand deux autres attentats en l'espace de trois mois (Brescia, Piazza della Loggia, le 28 mai; le train Italicus, le 4 août) montrent de façon irréfutable la matrice noire du terrorisme.

La droite du Msi et d'*Ordine nuovo* se bat longtemps pour que les enquêtes sur la piste rouge soit maintenues. Cet aspect a valeur de propagande mais, à partir de 1972, vise surtout à éloigner les enquêtes de leur propre camp. Une ultérieure tentative manquée de stratégie de la tension, une bombe sur le train Turin – Rome du 7 avril 1973, est une mise en

scène qui vise à inculper l'extrême gauche et reporter dans le même temps les enquêtes de Piazza Fontana sur la piste rouge. Le terroriste à bord du train circule dans les compartiments en arborant le quotidien «*Lotta Continua*»; mais lorsqu'il place la bombe le détonateur explose dans sa main: on découvre alors que Nico Azzi appartient à la section milanaise d'*Ordine nuovo*.
Même si les enquêtes prouvent largement l'implication d'*Ordine nuovo* dans l'attentat de Piazza Fontana, certains restent convaincus de la culpabilité de Pietro Valpreda. C'est notamment le cas de l'avocat Odoardo Ascari qui défend les intérêts des victimes de l'attentat lors du premier procès de Catanzaro (1977-1979); la conviction que nourrit l'avocat ne satisfait pourtant pas les familles des victimes[19].

Un attentat noir
Grâce au courage des magistrats Giancarlo Stiz et Guido Calogero, il devient possible d'enquêter sur l'attentat en regardant dans une autre direction. Une lettre informative du Sid, écrite le 16 décembre 1969 et modifiée le jour suivant, ouvrirait des scénarios différents si elle n'était pas vite occultée[20]. Deux semaines après l'attentat, d'autres éléments émergent pour étayer la piste noire, lorsque Guido Lorenzon rapporte au magistrat les confidences qu'il a reçues de son ami Giovanni Ventura, l'un des organisateurs des attentats de Milan et Rome. Au début, on ne croit pas au témoignage Guido Lorezon, à cause notamment de la rétractation que son ami Ventura l'oblige à faire, à la mi-janvier 1970. Au début de l'année 1971, les membres d'*Ordine nuovo* Franco Freda et Giovanni Ventura sont arrêtés et retenus responsables des attentats d'avril et août 1969 qui ont précédé Piazza Fontana. Leur situation s'aggrave quand, à Castelfranco Veneto dans la province de Trévise, un maçon découvre en réparant une toiture un arsenal d'armes et de munitions (dont certaines sont marquées du sceau de l'Otan) appartenant à Giovanni Ventura. Le caissier de la librairie de Ventura, Ruggero Pan, et le gardien de l'institut pour aveugles de Padoue, Marco Pozzan, proche collaborateur de Franco Freda, commencent à parler; en remontant aux précédentes révélations de Guido Lorenzon, on comprend qu'il avait dit la vérité. Entre février et mars 1972, les éléments rassemblés poussent plusieurs journaux, précédemment convaincus de la culpabilité des anarchistes – le cas du «*Corriere della Sera*» est exemplaire – à soutenir une ligne éditoriale qui temporise dans l'attente de nouveaux résultats. La crédibilité de la piste rouge s'écroule, même si un procès contre les anarchistes pour Piazza Fontana s'ouvre au mois de mars: ce procès n'ira jamais à terme à cause des déplacements des audiences de Rome à Milan, puis du chef-lieu lombard à Catanzaro, par crainte de désordres. Il s'agit d'un véritable tournant : la majorité de l'opinion publique commence à se convaincre de l'origine noire de l'attentat de Piazza Fontana. Toujours en mars 1972, les enquêtes sur la piste noire, dépendant jusqu'alors de Trévise, passent sous la compétence territoriale de Milan. Les juges en charge de l'enquête

Emilio Alessandrini et Luigi Fiasconaro dépassent la piste noire et commencent à démontrer les irrégularités des premières enquêtes de décembre 1969, ainsi que les responsabilités de la police et des appareils de sécurité[21]. En octobre 1972, l'alors directeur de l'*Ufficio affari riservati* Elvio Catenacci, le Préfet de police Bonaventura Provenza et le chef de l'équipe politique de la police milanaise Antonino Allegra sont suspectés.
La piste noire commence également à se teinter d'autres couleurs avec l'implication de nouveaux fonctionnaires de l'État. C'est ce que rapportent les journaux à gauche du Parti communiste qui remarquent qu'il ne s'agit pas d'un attentat noir, mais bien d'une «*strage di Stato*», d'un crime d'État. Cette version est refusée par la gauche parlementaire qui insiste sur la matrice noire tout en reconnaissant les responsabilités singulières de quelques fonctionnaires de l'État, sans que ces implications ne poussent pour autant à une interprétation différente de l'attentat. Les magistrats milanais, bien qu'entravés dans leur enquête par le ministère de la Justice, ne s'arrêtent pas et atteignent un niveau de responsabilités plus élevé. Guido Giannettini, un important agent du Sid (le service secret militaire qui dépend du ministère de la Défense) est suspecté: on découvre qu'il sert d'intermédiaire entre l'État et les terroristes d'*Ordine nuovo*. L'un de leurs secrets les mieux gardés est menacé et les dirigeants du Sid réagissent: ils font expatrier Guido Giannettini et le membre d'*Ordine nuovo* Marco Pozzan qui avait révélé des détails importants à propos d'une réunion décisionnelle à Padoue en avril 1969. Pozzan envoyé en Espagne car on considère qu'il est vulnérable face à un possible interrogatoire. Comme en 1969, l'État continue à saboter l'enquête en soustrayant aux juges d'importants témoins.
La pression judiciaire sur Guido Giannettini ne se calme pas et Giulio Andreotti, dans un entretien retentissant à l'hebdomadaire «*Il Mondo*» en juin 1974, admet l'appartenance de Giannettini au Sid; il affirme que la couverture de l'agent secret a été une erreur dont le gouvernement est responsable. Son jugement est extrême: «*siamo alla connivenza e alla omertà di Stato*» («il y a connivence et omertà de l'État»). Ces affirmations très graves sont également dictées par un contexte où la Dc veut retrouver une crédibilité anti-fasciste; Andreotti – qui sent le vent tourner – veut également se débarrasser de l'étiquette d'homme de droite[22]. Deux semaines auparavant, un autre attentat fasciste à eu lieu à Brescia et la matrice noire apparaît tout de suite évidente: la bombe a touché la manifestation du Comité antifasciste. Aux funérailles des victimes, la place proteste contre la Dc: on considère qu'elle a protégé les fascistes. Suite à l'entretien d'Andreotti – qui révèle une réunion du gouvernement pendant laquelle est décidée la protection de Giannettini – se tiennent plusieurs audiences au procès de Catanzaro en septembre 1977 où paraissent les dirigeants politiques de cette phase : Mariano Rumor (président du Conseil à plusieurs reprises), Mario Tanassi (social-démocrate, plusieurs fois ministre de la Défense) et Andreotti, alors président du Conseil. Leurs dépositions, retransmises par la télévision, s'avèrent fausses et empreintes d'*omertà*; les interrogés font recourt à une agaçante série de «je ne me souviens

pas» qui nuit au prestige des institutions: il n'était en effet pas crédible que des hommes politiques oublient tout à propos du cas Giannettini, couvrant ainsi d'ultérieurs responsables. Le ministère public s'impatiente face à Mariano Rumor et menace de le renvoyer au jugement pour faux témoignage. La déposition de Mario Tanassi est tout aussi ridicule: il est démenti de façon flagrante et humilié à l'occasion de sa confrontation avec le directeur du Sid (jusqu'en 1974) Vito Miceli[23].

La technique de la provocation: une stratégie de la tension selon l'Observer

L'expression de «stratégie de la tension» (Strategy of tension) apparaît pour la première fois en Grande-Bretagne dans un article de l'hebdomadaire «*The Observer*», proche du Labour party, le 14 septembre 1969. Elle désigne une stratégie de la peur mise en place à travers une série d'attentats pour inquiéter l'opinion publique et susciter un désir d'ordre (et de conservation). Il s'agit sans l'ombre d'un doute de la finalité des attentats, mais «*The Observer*» insinue une autre accusation à l'encontre de la classe dirigeante (et en particulier du président de la République Giuseppe Saragat qui ne cache pas ses ambitions gaullistes): les bombes offrent un bénéfice politique à la classe dirigeante modérée et conservatrice[24]. L'article suscite de formelles protestations diplomatiques à l'encontre de la Grande-Bretagne. Le gouvernement Labour londonien n'est pas étranger à ces révélations: il les a suggérées à l'hebdomadaire en manifestant sa préoccupation quant au sort de la démocratie en Italie. Il s'agit là d'une attitude qui diffère par rapport à celle des États-Unis dont la ligne – face aux attentats – consiste à contrôler sans réprimer[25].

L'expression de stratégie de la tension revient à l'occasion des premières sentences sur l'attentat, mais avec une signification différente qui ne renvoie pas aux responsabilités (même indirectes) de la classe politique. Elle désigne alors une attaque faite à la démocratie à travers les attentats, tout en supposant que le corps de l'État est sain et fidèle à la Constitution républicaine[26]. C'est cette interprétation qui sera progressivement adoptée par la gauche et les autres partis démocratiques. Avec les enquêtes des années 1970, on découvre que la stratégie de la tension utilise la technique de l'infiltration: certains représentants de l'extrême droite s'insèrent dans des formations d'extrême gauche (principalement anarchistes) dans le but d'en radicaliser la ligne et de les pousser vers la violence. Toutefois, et avec une fonction analogue, d'autres individus s'infiltrent également. Dans le petit groupe anarchiste romain «22 mars» de Pietro Valpreda se trouvent deux infiltrés d'extrême droite, Mario Merlino d'*Avanguardia nazionale* et Stefano Serpieri du groupe *Europa civiltà* qui est également un informateur du Sid. À leurs côtés se trouve un troisième infiltré, le policier Salvatore Ippolito de l'*Ufficio affari riservati*.

Le scénario bien ficelé, dans l'éventualité où les groupes d'extrême gauche ne seraient pas assez belliqueux, consiste à faire commettre des attentats par l'extrême droite tout en accusant le front opposé, en mettant ainsi en œuvre une puissante opération de

manipulation de l'opinion publique dont l'efficacité se manifeste jusqu'à la veille des élections politiques de mai 1972. C'est exactement ce qui se produit suite à l'explosion à la *Banca Nazionale dell'Agricoltura*. La stratégie de la tension agit comme un lent ébranlement et l'effet de l'attentat se transforme en bénéfice politique grâce à la lecture que les institutions, les politiques et les moyens d'information en donnent: la conduction préméditée et très médiatisée des enquêtes fait partie intégrante de cette opération. Aux élections politiques de 1972, le parti néo-fasciste atteint le maximum historique de son consensus électoral en doublant ses voix par rapport à la consultation précédente, passant ainsi de 4,22% à 8,67%. L'axe politique s'est déplacé vers la droite.

Une crime d'état

Mercredi 17 décembre, moins de 48 heures après de la mort de Giuseppe Pinelli, lors d'une conférence de presse désertée par la majeure partie des journaux, les anarchistes milanais du Ponte della Ghisolfa exposent en des termes péremptoires leur vision des derniers événements: «*Pinelli è stato ucciso, Valpreda è innocente, la strage è di Stato*» («Pinelli a été tué, Valpreda est innocent, c'est un crime d'état»), «*Sono state le forze della destra appoggiate dal governo*»[27] («les forces de l'ordre, soutenues par le gouvernement, sont responsables»). Quatre nouvelles, quatre interprétations. Leur vision est crue et extrême: l'État est le commanditaire de l'attentat. Il s'agit là d'un passage traumatique et difficile à assimiler qui ne se limite pas au rôle des appareils de l'État contaminés, mais présuppose également des responsabilités politiques plus directes et plus larges. Initialement, cette thèse reste confinée aux formations à la gauche du Pci.

C'est après cette conférence de presse, que le «*Corriere della Sera*» définit comme «délirante», que naît l'expression «*strage di Stato*»[28]. Outre les anarchistes, «*Lotta Continua*» recourt également à cette expression avec insistance et s'en sert comme d'un élément spectaculaire pour délégitimer le système. En juin 1970, sort un pamphlet au succès retentissant: «*La strage di stato: mano nera e complicità istituzionale*». Les circonstances sont encore confusément esquissées (on attribue la plus grande responsabilité à *Avanguardia nazionale* et non pas à *Ordine nuovo*), mais la matrice idéologique et les premières connivences à l'intérieur de l'État sont révélées au grand jour.

La trame d'un crime d'état émerge dans les enquêtes des juges milanais en 1974, par la suite interrompues. C'est seulement dans les années 1990 que de nouvelles enquêtes approfondissent le rôle de l'État qui a opéré avec continuité pour soustraire à la justice des éléments d'enquête et des témoins. De nombreux parmi ces derniers ont été mis en fuite (outre Giannetti et Pozzan, on favorisera l'évasion de Franco Freda et Giovanni Ventura); suite à de fortes pressions politiques, le personnel de police s'est ensuite appliqué à orienter l'enquête sur la piste rouge[29].

Il n'y a aucune volonté de faire la justice: le crime d'État prévoit l'impunité et la protection

pour les hommes qui ont collaboré. Les dernières enquêtes font ressortir de façon claire que des hommes politiques tels que Giulio Andreotti, Mariano Rumor, Giuseppe Saragat, Mario Tanassi et Franco Restivo étaient à connaissance de la véritable trame autour de Piazza Fontana et n'ont jamais pris le soin de la révéler. Ceux qui ont d'emblée essayé (comme Aldo Moro) de faire virer le cours des enquêtes ont été écrasés par de plus fortes exigences de pouvoir. À la fin des années 1990, Paolo Emilio Taviani est le seul homme politique ayant vraiment collaboré à la reconstruction de la vérité, en admettant qu'il était au courant du dessein d'ensemble qui se préparait. La dégénérescence sanglante de l'attentat – semble évoquer Taviani – a tout compliqué et tenu en échec l'État lui-même; le maintien du secret est le résultat d'une négociation entre plusieurs individus. L'État se démontre incapable de se renouveler et de démanteler l'appareil putschiste en son sein auquel ont appartenu de hauts responsables institutionnels. Parmi ceux-ci, et même s'il a été acquitté par la justice, le rôle joué à plusieurs reprises par le directeur du Sid Vito Miceli reste ambigu.
Les enquêtes ont par la suite démontré comment la quasi totalité de la structure d'Ordine nuovo entretenait un rapport de collaboration avec les services militaires du Sid ainsi qu'avec les services civils de l'Uaarr. À ce propos, Martino Siciliano, membre d'Ordine nuovo, déclare: «*Noi di destra eravamo ampiamente manipolati dal ministero dell'Interno e usati quando e come si voleva*»[30] («À droite, nous étions largement manipulés par le ministère de l'Intérieur qui nous utilisait comme et quand il le voulait»).

Ce qu'il reste

L'attentat de Piazza Fontana, au même titre que les autres attentats commis par *Ordine Nuovo* au commissariat de Milan (17 mai 1973) et sur le train Italicus (4 août 1974), reste impuni même si les juges, dans leurs sentences de 2001, 2004 et 2005, ont défini le contexte de l'attentat qui est, sans l'ombre d'un doute, lié aux milieux vénitien et milanais d'*Ordine Nuovo*. Deux coupables sont également nommés, Franco Freda et Giovanni Ventura; ils ne peuvent toutefois plus êtes condamnés car déjà acquittés par la cour de Cassation pour le même crime en 1987.
La déposition de Paolo Emilio Taviani, celle du numéro 2 du Sid Gianadelio Maletti ainsi que d'autres aspects qui émergent du *Memoriale* d'Aldo Moro, rédigé pendant ses jours de captivité chez les Brigades Rouges (16 mars – 9 mai 1978), démontrent l'implication de l'État. Au cours des enquêtes menées dans les années 1990, un autre témoignage émerge: celui du général Nicola Falde; on découvre également un réseau de rapports informatifs entre l'extrémisme noir et les services. L'*omertà* des hommes politiques lors de leurs audiences en septembre 1977 montre le poids du pouvoir occulte qui se meut derrière l'attentat[31].
La classe politique se justifie en faisant appel à la guerre froide, mais il s'agit d'une raison sans fondement avancée par un groupe de pouvoir incapable de gouverner le conflit social

avec les instruments politiques à sa disposition. L'histoire du terrorisme italien (et Piazza Fontana en est l'exemple le plus éloquent) révèle une classe dirigeante fondamentalement démocratique mais qui n'est pas foncièrement hostile à des actes de nature autoritaire. Piazza Fontana est également considérée comme la mère de tous les attentats (une malheureuse expression qui sous-entend que la maternité donne la mort) et comme le moment de la perte de l'innocence, c'est à dire (dans une lecture extrême et qui justifierait le terrorisme rouge qui suivra, à partir de 1974) la fin du rapport de confiance entre les citoyens et l'État.
Il est cependant exact que les conséquences de l'attentat de Piazza Fontana se déversent sur les places et laissent la voie libre au squadrisme noir, radicalisent le conflit social et font de l'option de la violence un choix possible chez plusieurs âmes de l'extrême gauche: de ce point de vue, le dessein de la stratégie de la tension parvient tragiquement à ses fins.

Note

1. Le morceau écrit par Francesco Guccini est interprété en 1967 par le groupe Nomadi.
2. Le titre s'étale sur deux pages de «Il Giorno», 13 décembre 1965, pp. 4-5.
3. À propos du sang: Deaglio Enrico, *Patria 1978-2008*, Milano, Il Saggiatore, 2009, p. 557. Sur la description des effets de l'explosion: Cederna Camilla, *Una bomba contro il popolo*, «L'Espresso», 21 dicembre 1969, p. 2.
4. Bordogna Lorenzo, Provasi Giancarlo, *Il movimento degli scioperi in Italia (1881 – 1973)*, in *Il Movimento degli scioperi nel XX secolo* (Cella Gian Primo, dir.), Bologna, Il Mulino, 1979, p. 189.
5. Le chiffre est tiré de Di Giovanni Eduardo, Ligini Marco, *La strage di Stato. Controinchiesta*, Roma, Odradek, 1999 (1a ed. 1970), p. 10. Le texte indique un attentat tous les trois jours, mais en calculant les jours contenus dans le laps de temps susmentionné, divisé par le nombre d'attentat, le chiffre obtenu (2,3) se rapproche plutôt d'une moyenne d'une explosion tous les deux jours.
6. Casa della Memoria di Brescia (CaMeB), Archivio digitale Piazza Fontana (AdiPF), Tribunale di Milano, Faldone rosa 49, pdf pp. 499-503.
7. Sur les participants aux congrès et le contenus de leurs compte-rendus: *La guerra rivoluzionaria* (Beltrametti Eggardo, dir.) Roma, Giovanni Volpe editore, 1965; Giannettini Guido, *La varietà delle tecniche nella condotta della guerra rivoluzionaria*, ivi, pp. 151-169.
8. Sur les discours terroristes prononcés dans la librarie Ezzelino: CaMeB, AdiPF, Tribunale di Milano, Faldone 2, Testimonianza di Martino Siciliano dell'8 giugno 1996, pdf, p. 693.

9. Rai, journal télévisé du 16 dicembre 1969, https://www.youtube.com/watch?v=mY1S5BSFt8Q, visionné le 3 ottobre 2018.
10. Confidence de l'agent du Sid Guido Giannettini au membre d'*Ordine Nuovo* Giovanni Ventura: CaMeB, AdiPF, Faldone rosa 44, Sentenza del 23 febbraio 1979 della Corte d'Assise di Catanzaro, pdf pp. 201-202.
11. Sentence du 23 février 1979 de la Cour d'assises de Catanzaro, pdf, p. 958. Sur la sentence du 1 août 1985: Boatti Giorgio, *Piazza Fontana. 12 dicembre: il giorno dell'innocenza perduta*, Torino, Einaudi, 1999, p. 142.
12. À titre d'exemple: Notarnicola Vittorio, *La furia della bestia umana*, in "Corriere d'Informazione", 17 dicembre 1969, p. 1.
13. Imposimato Ferdinando, *La Repubblica delle stragi impunite. I documenti inediti dei fatti di sangue che hanno sconvolto il nostro Paese*, Roma, Newton Compton editori, 2012, p. 73.
14. Sur l'Ufficio affari riservati: Fuga Gabriele, Maltini Enrico, *Pinelli. La finestra è ancora aperta*, Milano, Colibrì, 2016, p. 93, p. 112; sur les déclarations du commissaire: Strambaci Fernando, *La Ps non sa spiegare perché è morto Pinelli*, "L'Unità", 17 dicembre 1969, p. 1.
15. Sur l'hypothèse de Pellegrino et les déclarations de Taviani : Commissione parlamentare d'inchiesta Terrorismo e Stragi (désormais CpiTs), Pellegrino Giovanni, *Appunti per una relazione conclusiva*, 2001, vol. 1, tomo 1, p. 10. Un extrait publié de l'audition de Taviani se trouve chez Cuchiarelli Paolo, *Il segreto di Piazza Fontana*, Milano, Ponte alle Grazie, 2009, p. 87, voir également p. 459. Sur les affirmations de Taviani, le chef des carabiniers Massimo Giraudo enquête sans succès, cfr. Comando unità mobili specializzate Carabinieri Palidoro, prot. 241/4/2009, 14 luglio 2009, p. 18. Sur la bombe inoffensive: Taviani Paolo Emilio, *Politica a memoria d'uomo*, Bologna, Il Mulino, 2002, p. 381.
16. Sur l'épisode: Taviani, *Politica a memoria d'uomo*, cit., p. 382. Comando unità mobili specializzate Carabinieri Palidoro, prot. 241/4/2009, 14 luglio 2009, p. 4.
17. Gli anarchici si mantengono con i soldi dei comunisti, «Lo Specchio», 28 dicembre 1969, p. 14.
18. Sur les minuteurs: Tribunale di Milano, Sentenza ordinanza Guido Salvini, 3 febbraio 1998, p. 70.
19. Sur les convictions de l'avocat Ascari: Ascari Odoardo, Accusa: reato di strage. La storia di Piazza Fontana, Milano, Editoriale Nuova, 1979. Sur le désaccords des familles des victimes: *A onor del vero. Piazza Fontana e la vita dopo*, testimonianza di Carlo Arnoldi, Trento, Il Margine, 2012, p. 66.
20. Sur la rédaction de la note: CpiTs, De Luca Athos, *Appunti per un glossario della recente storia nazionale*, volume 1, tomo 4, pdf, p. 225.
21. Sur l'enquête milanaise: *Fiasconaro e Alessandrini accusano. La requisitoria su la strage di Piazza Fontana e le bombe del '69*, (Pesenti Roberto, Sassano Marco, dir.), Venezia, Marsilio, 1974.
22. Caprara Massimo, *Andreotti: questa è la verità*, «Il Mondo», 20 giugno 1974, pp. 4-5.

23. Les passages pendant le procès sont à retrouver dans: Sentenza del 23 febbraio 1979, cit., pdf, pp. 296-297, pdf, pp. 355-356, pdf, pp. 359-362.
24. Ascherson Neal, Davie Michael, Cairncross Frances, *480 held in terrorist bomb hunt. Italy: Fear of revolts returns*, «The Observer», 14 dicembre 1969, pp. 1-2.
25. Sur les sources de «The Observer», CaMeB, AdiPF, Faldone rosa 27, Relazione di perizia. Reperti via Appia, pdf, pp. 176-177.
26. Sentence du 23 février 1979, cit., pdf, p. 874.
27. Sur cette dernière citation : M.[ancini], M.[auro], *In cantina con gli anarchici*, «Il Resto del Carlino», 18 dicembre 1969, p. 3.
28. Passanisi Enzo, *Nessuna recriminazione fra gli anarchici*, «Corriere della Sera», 18 dicembre 1969, p. 5.
29. Sur le cadre des enquêtes des années 1990 : Barbieri Paolo, Cucchiarelli Paolo, La strage con i capelli bianchi. La sentenza per Piazza Fontana, Roma, Editori Riuniti, 2003.
30. *La bomba che venne dal Nord-Est*, «L'Espresso», 25 novembre 1995, riportato da Cucchiarelli P., Il segreto di Piazza Fontana, cit., p. 564.
31. Sur Gianadelio Maletti: Sceresini Andrea, Palma Nicola, Scandagliato Maria Elena, *Piazza Fontana, noi sapevamo. Golpe e stragi di Stato. La verità del generale Maletti*, Roma, Aliberti, 2010. Sur Aldo Moro: CpiTs, Doc. XXIII, n. 26, Relazione sulla documentazione rinvenuta il 9 ottobre 1990 in via Montenevoso a Milano, Memoriale Manoscritto di Aldo Moro, vol. 2, p. 329 e p. 332 Sur le témoignage di Nicola Falde: Tribunale di Milano, Sentenza ordinanza Guido Salvini, 3 febbraio 1998, p. 424.